

## MÉTHODOLOGIE

<b>Date et lieu de l'entretien</b>	<b>6 décembre 2006 à Paris</b>
<b>Personne interrogée</b>	<b>LIONEL, 31 ans, diplômé en droit et en sciences politiques, DESS en gestion, assureur</b>  <b>Co-fondateur de Génération précaire (stagiaires) et du collectif Jeudi noir (logement)</b>
<b>Mode de recueil</b>	<b>Entretien semi-directif en face à face</b>

### Entretien III

— *Pour commencer, j'aimerais que vous parliez de votre parcours professionnel et militant.*

*Lionel* – C'est un exercice difficile parce que je ne me définis pas professionnellement. J'ai toujours eu du mal avec le fait que les gens puissent se définir principalement par leur profession. Pour moi la condition salariale est quasiment « alimentaire » et je n'y ai jamais mis de sens. Pour me décrire professionnellement, je dirais que je suis assureur. Mais ce terme ne résume ni ma personnalité ni mon itinéraire individuel.

Mon militantisme a commencé assez tard parce que je ne suis pas issu d'un milieu familial engagé politiquement ou syndicalement. En fait, j'ai rencontré le militantisme à l'université où j'ai étudié le droit et les sciences politiques jusqu'à la maîtrise. J'ai fait ensuite un troisième cycle en gestion. En complément, j'ai fait un DEUG d'histoire de l'art. Mon parcours scolaire fut assez décousu et étalé dans le temps. Étudiant à plein temps pendant la période en faculté de droit, j'ai arrêté, puis repris mes études tout en faisant des petits boulots. Sur le plan professionnel, j'ai connu beaucoup de métiers dans plusieurs secteurs avec des statuts très variés. Pour information, je suis assureur depuis trois semaines. Je viens de signer mon premier CDI à l'âge de 31 ans. Je n'ai connu jusqu'ici que des contrats précaires.

En même temps, je ne tiens pas sur ma précarité un discours larmoyant. Elle a été en partie subie, en partie choisie. J'y ai aussi trouvé mon compte. Par exemple, l'investissement dans Génération Précaire a accaparé l'essentiel de mon temps et de mon énergie tout au long d'une année. Pendant cette période, j'étais enseignant vacataire dans des classes de BTS en contrat de 15 heures.

Mon parcours militant n'a pas beaucoup de liens avec mon activité professionnelle. Il a été mené en parallèle, sans passerelles entre les deux, sauf durant une brève période où j'étais salarié d'une ONG. En fait, j'ai travaillé pendant six mois à Londres pour *Friends of the earth* (Les amis de la terre). C'était une sorte de militantisme professionnel, encore faut-il préciser que je n'avais qu'une fonction de support.

— *Vous avez évoqué la difficulté de se définir en fonction d'une profession. Est-ce pour*

*autant dire que pour vous le travail n'a pas une valeur propre ?*

*Lionel* – Cela dépend de la définition préalable du « travail ». Le terme a plusieurs sens. Si on le pense en terme d'activité, c'est ce qui me fait lever le matin. Par contre, le salariat est une activité contrainte. Je fais la distinction entre mon activité consentie et mon « travail » professionnel qui me fait payer le loyer et la nourriture. Idéalement, j'aimerais pouvoir fusionner les deux aspects, mais pas à n'importe quelles conditions. En attendant, mon engagement militant est à l'opposé de mon travail d'assureur pour des boîtes qui font juste du business. C'est le grand écart.

— *Est-ce que le travail représente un facteur identitaire pour vous ?*

*Lionel* – Je dirais assez peu. Je suis étonné de voir à quel point les gens s'identifient et se définissent facilement par rapport à leur métier. Dans mon cas, cela n'a jamais eu de sens, ce qui explique sans doute mon parcours professionnel. Mon attitude renvoie sans doute à mes origines familiales. En fait, mes parents n'ont pas fait d'études, mon père est ouvrier, ma mère est employée ; ils ont peut-être véhiculé du sens dans leur travail, mais ce n'est pas ainsi que je le ressentais. Telle est l'idée que je me suis faite très tôt : la vie allait se construire à côté du travail. J'ai hérité, précisément, de cette vision. Du coup, je n'ai jamais logé mes envies et mes ambitions dans la sphère professionnelle.

— *Vous vous sentez plutôt comme une exception ou comme la règle ?*

*Lionel* – Plutôt comme une exception. Certes, j'ai bien conscience que de plus en plus de jeunes ont tendance à vouloir canaliser leur vie professionnelle pour qu'elle ne les envahisse pas. Mais d'un autre côté, je reconnais que cette vision du salariat comme une activité quasiment vide de sens n'est sans doute pas partagée. Il s'agit fondamentalement d'une question de philosophie économique. Comme une mise à distance de métiers qui n'ont pas une utilité sociale très prononcée.

Ce qui me pose problème, également, c'est le cadre contraignant du salariat. Il est étonnant de constater que le salariat est le plus souvent présenté comme étant la seule norme possible et acceptable de travailler alors qu'il est, historiquement et géographiquement, une exception. Les civilisations humaines ont inventé différentes formes d'organisation du travail sans salariat. Quand on étudie le chômage en banlieue on mentionne ordinairement les

difficultés d'accéder à l'emploi salarié, comme si celui-ci était naturel. Mais il n'est pas naturel d'arriver tous les matins à 8h 30 devant le même patron de qui on recevra des ordres. Cela s'apprend. Par l'école, par la famille, on intègre progressivement cette posture, mais certains y échappent. Personnellement, j'ai du mal à l'intégrer. Idéalement, si je me projette dans un avenir de cinq à dix ans, je me vois plutôt comme non salarié.

— *Indépendant alors ?*

*Lionel* – Indépendant. Quand j'étais plus jeune, je ne voulais pas rentrer dans le salariat du tout. Dans mon parcours professionnel, j'ai connu des périodes de chômage. La quasi totalité des chômeurs que j'ai croisés vivaient très mal leur condition. Pour eux, c'était des périodes de dépression, de remise en cause d'eux-mêmes alors que pour moi les périodes de chômage étaient, certes, difficiles financièrement, mais psychologiquement fécondes parce que je m'investissais dans plein de choses où je trouvais mon compte. En tant que chômeur, je n'avais pas l'impression d'être « à poil » face au monde.

— *Comment êtes-vous venu au militantisme ?*

*Lionel* – Comme je le disais tout à l'heure, c'est la vie universitaire qui était favorable à ce type, non pas d'engagement, mais de disposition intellectuelle. À la faculté, j'ai découvert un mode de lecture du monde avec plus d' hauteur que je ne l'ai connu dans le cadre familial et dans le cadre scolaire où l'on est bien plus proche du « sol ». Du coup, j'y ai pris goût. J'ai toujours gardé cette hauteur : passer du particulier au général et du général au particulier. Dans l'espace universitaire depuis mai 68 il y a un fourmillement militant ; même s'il est beaucoup moins intense qu'auparavant, il est encore présent. On dispose du temps, on fait des rencontres, on échange.

Je suis entré dans le militantisme par différents canaux qui représentaient au départ des combats singuliers. Jamais via des structures, mais via des questions. Mes premières actions militantes étaient des micro-manifestations sur la légalisation du cannabis qui ne s'inscrivaient dans aucun calendrier particulier. On se réunissait dans le cadre d'un collectif composé de syndicalistes étudiants, de militants politiques, notamment verts, de différentes associations de jeunes. J'ai participé à ce collectif comme électron libre, sans jamais adhérer à rien du tout.

— *Quelles étaient vos motivations d'entrer dans un micro-collectif autour d'une question précise ?*

*Lionel* – Il y en a plusieurs. D'abord, des motivations intellectuelles qui font sens pour moi et auxquelles la société ne répond pas. Il y a aussi des motivations moins éthérées, plus terre-à-terre qui renvoient à un cadre précis de vie : j'arrive dans une ville universitaire où je ne connais personne, je recherche de nouveaux cercles de connivence. Du coup, je découvre un terrain militant propice à la rencontre et à la discussion. Mais j'aurais probablement pu trouver la même chose dans un cercle sportif. Sauf que je n'aime pas le sport. Il ne faut pas considérer le militantisme comme une activité complètement libérée des affects et du reste du monde.

Avec le militantisme j'ai découvert l'alcoolisme aussi, par exemple. C'est quelque chose dont on parle assez peu. Pour le dire sur un air provocateur, j'ai toujours connu des collectifs « alcoolisés », avec des réunions militantes où les tables se remplissaient de canettes de bières au fil de la discussion. Cela participe de la sociabilité militante. À Génération précaire, à Jeudi noir, on boit beaucoup. Cela participe aussi à la scission d'avec le monde professionnel où l'alcool est banni. Dans les entreprises on ne boit que du soda, sauf à l'occasion de certains pots mis en scène par la direction. Le milieu militant avec son côté *trash* où l'on n'hésite pas à se « bourrer la gueule » quand on va fêter une victoire contraste avec la « propreté » de la vie professionnelle moderne. C'est donc la découverte d'un monde en soi avec des valeurs en quelque sorte inversées.

— *Vous avez dit que votre militantisme se construit autour des questions plutôt qu'autour des structures pérennes.*

*Lionel* – Exactement. Je ne sais pas d'ailleurs d'où cela vient, peut-être de mes affinités intellectuelles anarchisantes. Je me suis toujours méfié des organisations tout en ayant le goût des gens et des combats pour des questions concrètes. Mais déjà le mot combat sonne un peu bizarre. J'ai beaucoup picoré. À un moment, j'étais proche des Verts qui acceptaient que l'on puisse participer à des réunions sans y adhérer. J'aimais bien ce côté souple. Quand on fait ses premiers pas dans les milieux militants, on est naïf. J'étais jeune, je ne comprenais pas grand-chose, les enjeux de pouvoir à l'intérieur de l'organisation m'échappaient complètement.

Le militantisme est aussi une affaire de circonstances. Je quitte le milieu étudiant de ma ville universitaire pour venir travailler à Paris. Tout en étant très sceptique sur le sens de la

démarche professionnelle, j'ai travaillé pendant six ans par intermittence, avec un interlude de séjour à Londres. Je me suis « branché » à nouveau sur des réseaux militants à Paris par hasard, en discutant avec des collègues. En vérité, c'était quelque chose qui me manquait et que je voulais reconstruire. Toutefois, je ne me suis pas du tout posé la question du syndicalisme. Étant précaire dans des boîtes où je ne restais pas longtemps, je n'avais pas le temps ni la liberté de construire un parcours syndical.

— *La précarité nuit à la syndicalisation ?*

*Lionel* – C'est incontestable à tous les égards. Matériellement, pour se construire une vie syndicale il faut connaître les collègues, le patron, tomber sur des élections professionnelles, etc. Il est ainsi nécessaire de rester un ou deux ans dans l'entreprise avant d'être représentant du personnel ou délégué syndical. Or, ce n'était pas mon cas. Et psychologiquement, quand on est en contrat précaire, on n'a pas envie de s'investir dans la défense des salariés d'une boîte que l'on va de toute manière quitter.

— *En l'absence d'un engagement syndical, quelle était votre expérience militante à Paris ?*

*Lionel* – J'ai participé à une association des droits de l'homme. Encore une fois, le hasard des circonstances. Je discutais avec un collègue dans une boîte d'assurance du fait que malgré mes études de droit, quand je me faisais arrêter par la police, j'ignorais mes droits ; ce que l'on pouvait me demander, ce que je pouvais refuser, etc. Et je me disais qu'il faudrait parvenir à extraire cinq ou six cas de figure que l'on pourrait synthétiser et diffuser, en recompilant le code de procédure pénale. Mon collègue m'a informé qu'une association était en train de se constituer en partant, précisément, de cette idée. Du coup, j'ai rejoint l'association RAIDH (Réseau d'Alerte et d'Intervention pour les Droits de l'Homme). Et on a créé un guide pratique du contrôle d'identité qui tient sur une page recto verso. Dans cette association j'ai fait la connaissance de Julien qui est aussi, avec quelques autres personnes rencontrées sur Internet, à l'origine du lancement de Génération précaire (cf. entretien n° 1 avec Julien).

— *Quel est le constat qui se trouve à l'origine de cette mobilisation ?*

*Lionel* – Face à une situation de chômage de masse, les jeunes diplômés étaient obligés d’accepter de travailler gratuitement en déguisant cela en stages. On s’est même rendu compte qu’avant de rentrer dans ce système ils avaient fait beaucoup de vrais stages. Toujours plus nombreux, toujours plus longs, rarement payés. Bref, les stages occupaient l’essentiel de l’activité des jeunes. Une activité non rémunérée alors que des boîtes en avaient fait un vrai business. En discutant entre nous, on a constaté qu’on avait tous vécu cette expérience. Personne n’en parlait, même pas les syndicats. On a donc créé un site Internet ainsi qu’une pétition adressée au pouvoir politique sur la situation des stagiaires. On a aussi décidé de participer à la manifestation intersyndicale du 4 octobre 2005 sur l’emploi et le pouvoir d’achat.

Entre-temps, on a utilisé le fichier de contacts presse qu’on avait constitué dans le cadre associatif pour informer les journalistes sur le lancement de Génération précaire. La presse s’est aussitôt emparée du sujet. Nous avons compris que si l’on avait un tel retour de la presse, c’est parce que nous avons mis le doigt sur quelque chose qui faisait sens.

— *Pourquoi les journalistes s’y intéressent ?*

*Lionel* – Parce qu’ils ressentent eux-mêmes que le sujet est susceptible d’intéresser leur lectorat, puis, ce faisant, ils parlent d’une situation qui est souvent la leur, ou du moins, qu’ils côtoient au sein de leur profession. Il y a beaucoup de journalistes précaires. On s’est peu à peu rendu compte que c’était surtout les jeunes journalistes qui s’intéressaient à nous.

— *Quelles sont vos intentions en allant à la manifestation intersyndicale, impulser un véritable mouvement ou inciter les confédérations syndicales à réagir ?*

*Lionel* – Ni l’un ni l’autre. Je ne saurais le dire avec précision. Mes précédentes actions militantes se situaient sur le terrain de l’opinion, de l’état d’esprit d’une époque. Je pensais que des petits mouvements pouvaient infléchir, au moins à la marge, les représentations sociales faisant en sorte qu’un sujet émerge sur la scène publique. L’idée était de montrer qu’il y avait des jeunes diplômés qui ont fait des efforts pour entrer dans le moule du salariat et qu’on exigeait d’eux de travailler gratuitement sans contrepartie.

— *Pendant la première phase du mouvement vous vous représentez donc votre rôle comme des agitateurs d’une cause juste auprès de l’opinion publique ?*

*Lionel* – Tout à fait ! Cela fonctionne de la même manière dans la plupart de mes engagements : quelque chose fait sens, je regarde autour de moi en discutant avec les gens et je m’aperçois que je ne suis pas le seul à le ressentir ainsi. Puis je constate que le monde institutionnel en fait assez peu d’écho. De toute évidence, il y a un décalage entre ce qu’une société dit et pense officiellement d’un sujet et ce que les gens vivent réellement.

— *Comment expliquer le décalage des organisations syndicales par rapport à la situation des stagiaires ?*

*Lionel* – Ce décalage renvoie à plusieurs facteurs. Les syndicats sont composés d’adhérents âgés pour lesquels les stages n’ont jamais existé, ou alors, leur rôle n’avait rien à voir avec la situation actuelle. Ils n’ont donc pas ressenti la pertinence du sujet. D’autre part, les jeunes stagiaires ne sont pas du tout syndiqués. Personne ne vient les voir, personne ne les sollicite en parlant de leur condition. Encore plus grave, les structures syndicales confédérées se sont construites dans la défense des salariés « stables », y compris au détriment des fractions précarisées du salariat. On sait d’ailleurs que c’est un deal tacite dans certaines entreprises : mieux vaut préserver le pouvoir d’achat des salariés en CDI, quitte à tourner avec un volant important de CDD, plutôt que de se dire qu’il faudrait répartir le gâteau en s’occupant des personnes qui ont un pied dedans et un pied dehors de l’entreprise. Malgré leurs mérites, les structures syndicales défendent plutôt les *insiders* (inclus), c’est-à-dire ceux qui sont entrés depuis longtemps dans le cercle sécurisé du salariat.

— *Pourtant, la précarisation déstabilise aussi les stables.*

*Lionel* – Bien sûr, mais par le bas et non pas par le haut ; par le biais des nouveaux entrants, des jeunes. Par exemple, le CDI est aujourd’hui la norme de 80 % de contrats de travail. Or, 80 % des contrats de travail nouvellement signés sont des contrats dérogatoires au CDI. Ils concernent principalement les jeunes. La modification de l’équilibre se fait par l’entrée dans le monde du travail. Mes parents, malgré les déboires qu’ils ont connus professionnellement, ne sont jamais passés du CDI au CDD. Ils ont eu des baisses de salaire, des déclassements, des mutations imposées, sans que la norme du CDI soit remise en cause.

— *Revenons à votre image des syndicats.*

*Lionel* – Dès que je commence à parler des syndicats, je leur envoie des piques. Et malgré tout, cela m’embarrasse de le faire parce que j’ai beaucoup de respect pour la fonction syndicale. Si je me projette professionnellement dans ma boîte après la période de trois mois d’essai, je commence à penser moi-même à un engagement syndical. En même temps, il faut reconnaître que, malheureusement, les syndicats sont en décalage avec la condition salariale aujourd’hui. Les jeunes salariés qui travaillent dans les petites entreprises du secteur privé vivent dans un désert syndical. Cela se ressent forcément dans les revendications des confédérations : le sujet des stagiaires ne remonte pas par capillarité jusqu’à Thibault ou Chérèque.

— *Ou même s’il remonte, il ne devient pas pour autant un motif revendicatif.*

*Lionel* – Voilà !

— *Existerait-il d’autres facteurs à l’origine de ce décalage ?*

*Lionel* – Cela fait peut-être partie du même package, mais je constate globalement une forte inertie intellectuelle dans les syndicats. Dans les années 1950 et 1960, il était courant de penser le salariat en termes « marxistes », dans une vision de lutte de classes. On parlait très sérieusement du renversement de la société via une révolution et les manifestations se vivaient comme autant de prises possibles du pouvoir par la rue. C’était dans l’esprit du temps. À l’heure actuelle, les grandes théories, les grandes phrases, le mythe du prolétariat émancipateur apparaissent comme quelque chose de ringard. Ces conceptions sont extrêmement minoritaires dans la société. Cependant, elles restent toujours influentes dans les syndicats.

— *Les syndicats « modernistes », à l’instar de la CFDT, n’échapperaient-ils pas à cette désuétude ?*

*Lionel* – La CFDT emploie un vocabulaire plus soft, mais elle est extrêmement rigide. Pour avoir échangé avec tous les syndicats à l’occasion de Génération précaire, c’est à la CFDT que j’ai rencontré les plus fortes rigidités. Mais vraiment, de très loin ! C’est le seul syndicat où il nous a été impossible de rencontrer directement les responsables politiques de

la confédération. J'ai pu avoir facilement un rendez-vous avec Dominique de Villepin, premier ministre, mais jamais avec François Chérèque. La CFDT nous a envoyé des salariés de la confédération chargés de faire une note à leur chef qui allait lui-même rédiger une note à l'élu politique concerné. Alors que dans les autres syndicats on a rencontré des personnes qui sont politiquement responsables des orientations de leur organisation.

— *Comment avez-vous réussi à tisser vos liens avec le monde extérieur dans le cadre de Génération précaire ?*

*Lionel* – Nos premiers contacts avec le monde extérieur se nouent à l'occasion des manifestations. C'est nous qui avons fait la démarche d'aller chercher nos interlocuteurs. On savait que l'on n'avait aucune chance d'obtenir des résultats si on restait entre nous. L'efficacité de l'action n'est pas une simple affaire de motivations. Il fallait avoir des relais auprès des corps constitués. C'est-à-dire auprès des syndicats salariés, des syndicats d'employeurs, des groupes parlementaires, du gouvernement. On a exclu volontairement les partis politiques en tant que tels. C'était un choix d'indépendance. Et puis on ne voulait pas perdre de l'énergie et du temps. En revanche, il fallait rencontrer les élus - non pas en raison de leur appartenance partisane mais en tant que représentants du peuple.

— *Et avec les syndicats étudiants ?*

*Lionel* – Au début, on s'est dit que l'on n'allait pas les rencontrer parce qu'on n'en voyait pas clairement l'utilité pratique, mais ce sont eux qui sont venus vers nous. En particulier, l'UNEF.

En profitant de l'aura médiatique du mouvement, j'ai passé pendant quelques semaines mon temps libre à appeler pour rencontrer ces interlocuteurs. Je me présentais simplement, « Bonjour, je m'appelle Lionel », je présentais le collectif constitué pour faire parler des stagiaires, et petit à petit, les gens acceptaient de nous rencontrer.

— *C'est ce qu'on appelle avoir du culot !*

*Lionel* – Oui ! Je prenais l'annuaire, je cherchais dans les pages jaunes et j'appelais. Et on établissait des contacts. D'une certaine manière, les syndicats ne pouvaient pas ne pas nous recevoir. Ils sont lucides de leurs défauts, de leurs manquements. Ils ont conscience qu'une

partie du monde du travail leur échappe et qu'ils n'arrivent plus à parler le bon langage. Ils nous disaient qu'on avait raison de parler des stagiaires et qu'ils avaient eux-mêmes déjà « planché » sur le sujet. Et ils nous ressortaient des études poussiéreuses datant parfois de la décennie précédente. Ils y avaient pensé, forcément ; les syndicats sont des structures de gens compétents qui explorent le champ social. Ils sont loin d'être aveugles. Ce n'est pas en termes de connaissance ni de savoir-faire qu'ils pèchent mais, justement, en termes de volonté politique d'aborder un sujet et non pas tel autre. Et les arbitrages syndicaux se faisaient, du moins à l'époque, en défaveur des stages.

— *Est-ce qu'ils se sentaient interpellés par votre mouvement ?*

*Lionel* – Oui, certainement. Ils nous ont reçu aussi pour voir qui on était. Après plusieurs rendez-vous, un syndicaliste de la CFTC a fini par nous avouer qu'ils étaient convaincus au début qu'on était une création cégétiste pure et simple. Un groupe de trublions financés par la CGT pour lancer un pavé dans la mare. L'histoire du syndicalisme est ponctuée de ce type de manipulations. Les syndicats baignent dans cet univers de méfiance et de suspicion, et nous, on débarquait comme des candides. Je pense qu'au début ils ont tous cru qu'on n'était pas ceux que l'on prétendait être. Même encore aujourd'hui, sur des forums Internet, il y a des gens qui disent en douter.

— *Est-ce que tous les discours syndicaux se valaient ?*

*Lionel* – Non, il y avait à chaque fois un ton différent. On a ressenti très rapidement quel syndicat « mordait » et dans quel cadre chacun d'entre eux se situait. C'est cela qui est très étonnant. Je partais avec *l'a priori* que la CFDT, qui est un syndicat réformiste, allait sûrement nous raconter des choses intéressantes, alors que la CGT allait nous tenir des grands discours marxistes. Quant aux autres syndicats, je n'en savais pas trop.

Puis, on s'est rendu compte que les uns et les autres étaient plus ou moins favorables ou défavorables à nos positions. Par exemple, pour la CFDT, au motif qu'un stagiaire est un étudiant et qu'un étudiant n'est pas salarié, il était hors de question de salarier un stagiaire. Ils n'ont jamais voulu en démordre. À l'inverse, Force ouvrière soutenait que personne ne peut travailler sans contrat de travail et pour une rémunération dont le plancher est le SMIC. Pour eux, les stagiaires ne doivent pas faire exception à cette règle.

Ces deux syndicats avaient des positions diamétralement opposées. Mais ils ne

prenaient pas en considération la spécificité des stagiaires : l'ambivalence entre le statut de travailleur et celui d'étudiant et la nécessité de gérer cette frontière floue. Ils se situaient, quant à eux, sur des frontières nettes : soit on est salarié, soit on est étudiant. Les trois autres confédérations adoptaient une position intermédiaire, en s'efforçant de penser un monde avec une frontière souple et mouvante.

— *Comment ont évolué par la suite vos rapports avec les syndicats ?*

*Lionel* – Ils ont évolué plutôt favorablement parce qu'on avait fait un travail de pédagogie. Paradoxalement, on est parti avec modestie et on a vraiment voulu garder cette candeur. On a surtout bien ficelé notre dossier : on est arrivé avec des vrais arguments, on connaissait notre sujet à fond. D'ailleurs, je n'ai jamais été mis en difficulté sur la méconnaissance d'un élément juridique, administratif ou même statistique du dossier. Cela a mis les syndicats en confiance. On a demandé parfois à rencontrer leurs responsables juridiques pour travailler sur le volet des négociations collectives concernant les stagiaires. Certains ont bien voulu jouer le jeu, la CFTC, par exemple. Nous avons ainsi mené des séances de travail ensemble. Puis nous avons organisé dans un squat non chauffé au cœur de l'hiver une semaine de débats sur le thème de la précarité avec la présence de chercheurs, de militants associatifs, de certains dirigeants confédéraux.

— *Que reste-il aujourd'hui de ces contacts ?*

*Lionel* – C'est moins actif aujourd'hui. La grande difficulté des collectifs comme Génération précaire est de s'inscrire dans la durée. Ce n'est pas évident, cela dépend du bon vouloir et de l'énergie de quelques personnes qui ont par ailleurs d'autres choses à faire. Nous ne disposons ni de locaux ni de moyens. Cela continue, mais la mobilisation s'essouffle. Moi-même, entre mon salariat à plein temps cette fois-ci et mon investissement dans le collectif Jeudi noir qui est parti encore plus fort que Génération précaire en passant par RAIDH que je continue à suivre je n'ai plus le temps de tout faire. Je risque de tomber dans les travers du militantisme des années 1970 !

Les contacts que nous avons noués sont à la libre disposition des personnes ayant participé à la mobilisation. Il reste aussi un savoir-faire médiatique. Personnellement, j'ai appris à formater mon discours pour les médias, à rédiger un communiqué de presse, à comprendre comment fonctionnent les interlocuteurs institutionnels, en particulier les

organisations syndicales. Enfin, on a obtenu des articles de loi, trois décrets. La renégociation prochaine de la convention collective de la métallurgie, datant des années 1970 et comportant certaines micro-dispositions sur les stages invalidées depuis la publication des décrets d'août 2006, est une nouvelle occasion de poursuivre le travail. La CGT nous invite en tant qu'« experts » à examiner comment faire évoluer ces dispositions. On rentre dans un travail beaucoup moins médiatique et visible mais bien plus concret. C'est une bonne surprise de découvrir que la CGT, en tout cas l'UGICT, parce que je n'ai rencontré que celle-ci, apparaît à l'écoute, attentive à ce qui se passe ailleurs, se remettant en question par rapport aux pratiques du passé. C'est assez transparent, je m'attendais à quelque chose d'assez stalinien.

— *Selon vous les syndicats sont-ils réformables ?*

*Lionel* – Ils sont réformables, c'est une évidence. C'est possible et souhaitable. On ne peut pas construire le monde du travail sans les syndicats. Personne ne veut d'un monde du travail sans les syndicats : ni le gouvernement, ni le MEDEF. Même moribonds, ils resteront. Or, les syndicats ne veulent pas rester moribonds. Ils se posent la question du renouvellement, en particulier la CFDT et la CGT qui ressentent le besoin de préserver leur place de leader. Malgré leurs défauts, les syndicats sont globalement constitués de gens intelligents qui ont envie de construire des choses.

Encore faut-il aller chercher les salariés là où ils sont. Peut-être pas sur les lieux de travail mais chez eux. Dans des endroits où ils se trouvent réellement, même quand leurs conditions de travail sont précaires : aussi bien sur les lieux de consommation que sur les blogs. Beaucoup d'actions sont à inventer dans cette direction. Les syndicats ont un savoir-faire et un champ d'intervention très large. Ils sont légitimes et experts dans plusieurs domaines, à l'instar du logement ou de la protection des consommateurs. Ils sont gestionnaires de grandes institutions. Pourquoi n'approcheraient-ils pas les salariés, notamment les jeunes, par ce biais plutôt que de les approcher par le CDI, là où ils ne sont plus ?

La forme de l'adhésion syndicale est aussi à repenser. Aujourd'hui, quand on se syndique, on adhère à une fédération qui est à la fois professionnelle et départementale. On reste ainsi figé dans son entreprise et dans son département. De fait, on morcelle les gens alors qu'ils se déplacent sur des territoires fluides. En six ans de vie professionnelle, j'ai changé six fois de secteur d'activité et quatre fois de département. Les gens n'adhèrent plus parce que le monde du travail ne fonctionne plus de la même façon. Par contre, ils continuent d'être

consommateurs, locataires ou propriétaires. Il faudrait approcher les salariés par d'autres biais et envisager peut-être des adhésions à la carte. Le seul domaine où les syndicats s'investissent fortement, c'est la défense des contrats de travail et du pouvoir d'achat. Ils mettent l'essentiel de leurs forces là-dessus. Or, d'autres champs sont à investir. Par exemple, il n'est pas difficile de relancer l'émulation syndicale dans les domaines du logement ou de la consommation. C'est presque du « billard ». Mais ils n'ont pas pris conscience qu'il fallait agir de la sorte, ce qui leur permettrait d'approcher les gens qu'ils ont perdus dans les entreprises. D'où le besoin de repenser les structures du syndicalisme.

J'ai un regard très inquiet sur l'évolution de la nouvelle génération. Pour les jeunes, les employeurs sont des gens cyniques, à la recherche du profit immédiat, à qui on ne peut pas faire confiance. Ils évoluent dans un monde où prédominent les valeurs de l'individualisme narcissique. Je crains que si les syndicats ne sont pas capables de les « accrocher » en leur montrant concrètement qu'il existe des valeurs collectives, on se crée des conditions pour une révolution conservatrice de grande ampleur dans vingt ans. Il y a plein de combats sur lesquels la jeunesse a été négligée dont on ne mesure guère la conséquence majeure à moyen et à long terme : un déni complet du sens collectif, une narcissisation apathique ou résignée du rapport au monde.

— *L'attitude des syndicats à l'égard du mouvement anti-CPE, qui se sont raccrochés sans déborder aux wagons de la mobilisation, n'est-elle pas un signe encourageant ?*

*Lionel* – Les syndicats ont pensé à parler de la jeunesse mais nullement à se réformer en conséquence. Ce n'est pas un mouvement de remise en cause des syndicats. Pour la première fois, ils ont participé à un mouvement qu'ils n'avaient pas eux-mêmes initié. Ils estiment qu'ils ont fait une révolution, mais ils sont très loin de réussir l'essai. Ils ont fait un premier pas là où il faut en faire mille.

— *On observe souvent dans les pratiques militantes une relative dissociation entre activisme et adhésion à une organisation. Comment penser cette évolution ?*

*Lionel* – Les anciennes idéologies qui étaient prêtes à « habiter » rebutent le grand nombre des militants. Le prêt-à-porter idéologique fait particulièrement peur aux jeunes. En même temps que l'on adhère aux syndicats, on adhère à une idéologie qui allait de pair. Une telle posture n'est plus possible aujourd'hui. Cela ne signifie pas la fin de l'idéologie,

mais que celle-ci est plus diffuse ou rampante. Chacun se bricole sa petite idéologie. Je peux être syndicaliste la journée dans mon entreprise puis blogueur le soir qui fait sa Web TV et parle de mangas japonais. Or, aucune structure n'est prévue pour contenir cette double appartenance.

Du coup, personne ne veut entrer dans une structure avec une idéologie préconçue parce que chacun se construit sa propre activité modulaire. Cette situation est destinée à durer. J'ai eu l'occasion de le vérifier dans mon expérience militante. Malgré la faible taille de notre collectif, malgré la proximité géographique, sociologique, générationnelle, une partie de Génération Précaire n'a pas accepté d'ouvrir un deuxième front sur la question du logement des jeunes. Après certaines frictions internes, on a décidé de faire un second mouvement, Jeudi Noir, en partant de zéro alors que je souhaitais personnellement capitaliser ce que l'on avait déjà fait. Mais il y avait des gens qui appartenaient au premier combat mais qui ne souhaitaient pas mener le deuxième. Et inversement, certaines personnes voulaient rejoindre le combat du logement sans être « embrigadées » dans le discours de Génération Précaire.

Il s'ensuit que l'on fait autant de collectifs qu'il existe de causes. C'est là où les syndicats ont encore des choses à nous apprendre parce qu'au moins ils arrivent à se penser dans la continuité, à tenir le coup, à se financer, etc. Ils réunissent ce que les mouvements sociaux spontanés ne savent pas faire. Comment agir alors pour durer ? En effet, les collectifs comme le nôtre ne représentent pas *le* nouveau modèle. Il s'agit plutôt d'une petite tendance à part en plus du modèle existant. Il faut essayer de trouver une coopération mixte ou une combinaison, mais absolument pas un remplacement. Cela ne marchera pas.

Le défi pour les syndicats serait de penser la multiplicité des combats ponctuels dans la durée. C'est-à-dire de prendre à bras-le-corps la question de l'engagement modulaire. Mais on discerne mal, pour l'instant, les implications de la prise en charge de l'engagement modulaire en termes organisationnels.

Entretien réalisé et restitué par **Michel VAKALOULIS**,

Maître de conférences des universités

en sciences politiques

lu et amendé par l'enquêté